

A Genève, l'initiative «1000 emplois» veut réduire le chômage en créant des emplois verts

Sami Zaïbi, 21.05.2023

5-6 minutes

Ville attractive, drainant chaque jour des dizaines de milliers de travailleurs depuis le canton de Vaud et la France, Genève n'en reste pas moins la lanterne rouge de la Suisse en termes de chômage. Avec plus de 9000 chômeurs inscrits en avril 2023, le canton affiche le taux de chômage le plus élevé du pays (3,7%), devant le Jura (3,3%). C'est dans ce cadre que les Genevois voteront le 18 juin prochain sur l'initiative «1000 emplois», qui vise à atteindre le plein-emploi en misant sur l'embauche massive de fonctionnaires.

Lancé par les syndicats et soutenu par le Parti socialiste, le texte demande de créer 1000 emplois sociaux et écologiques chaque fois que le taux de chômage moyen annuel passe la barre des 5%. Toujours dans le souci de mieux répartir l'emploi, l'initiative demande également d'encourager les secteurs public et privé à réduire significativement la durée du travail sans réduction de salaire, dans le but d'atteindre en 2030 une semaine de travail de seulement 32 heures.

Lire aussi: [Nathalie Fontanet promet une «gabegie administrative» si l'initiative sur les grandes fortunes est acceptée](#)

Plan Marshall du XXI^e siècle

Un projet utopique? Pas du tout, estime Teo Frei, de SolidaritéS. «Il y a aujourd'hui un fort besoin de main-d'œuvre dans la transition

écologique, dans le secteur des soins et dans celui du numérique, alors même que Genève est le canton de Suisse avec le plus haut taux de chômage. Il s'agit d'accélérer le mouvement dans ces domaines où les services publics jouent un rôle essentiel», martèle le candidat malheureux au Conseil d'Etat. Pourtant, la demande de main-d'œuvre est déjà très forte, notamment dans le secteur de la rénovation énergétique des bâtiments. Dès lors, pourquoi ne pas laisser faire le marché de l'emploi? «Le marché ne s'adapte pas assez rapidement», rétorque le jeune politicien.

Teo Frei en veut pour exemple le marché de l'aviation, toujours en vogue et qui «met en péril les générations futures», et appelle à ne pas confondre «la demande, boostée par le marketing et le lobbying» et «un choix démocratique éclairé, qui seul permet d'adapter la tendance dans les temps». Quant au coût faramineux du projet, qui pourrait s'élever à plusieurs milliards de francs dans les dix prochaines années, il l'estime nécessaire: «Ce projet constitue effectivement un coût important, mais l'inaction nous coûtera beaucoup plus cher. Au vu des finances saines de l'Etat, on peut se permettre cet investissement aujourd'hui. C'est notre Plan Marshall du XXI^e siècle», promet-il.

Le texte récolte le soutien de la Grève des femmes, qui voit dans la réduction du temps de travail la possibilité de mieux répartir les tâches ménagères, ainsi que celui de la Grève du climat. Côté politique, seuls les partis de la gauche radicale et le PS s'alignent derrière la proposition. Les écologistes, eux, laissent la liberté de vote à leurs adhérents, après un vote serré en interne. «Nous partageons les objectifs de l'initiative, mais celle-ci pourrait être plus souple, explique Delphine Klopfenstein, présidente des Vert·e·s genevois·e·s. Le contre-projet porté par Fabienne Fischer et refusé par la droite était plus adapté à la réalité. A nos yeux, il faut mettre l'accent sur la réorientation professionnelle, et agir pour une création d'emplois écologiques à la fois dans le secteur public et le privé.»

Lire aussi: [A Genève, l'Etat enregistrerait un excédent record](#)

La droite mise plutôt sur la formation

Du côté des milieux économiques, on s'étrangle à l'idée d'un texte si contraire aux rouages de l'économie libérale. «L'emploi ne se décrète pas, il suit le marché», déclame Vincent Subilia, député PLR et directeur de la Chambre genevoise de commerce et d'industrie (CCIG). Pour l'élu, la réponse à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les emplois d'économie écologique, passe par la formation plutôt que par la «création artificielle d'emplois», et par le privé plutôt que par le public: «Je doute que ce soit à des fonctionnaires de poser des panneaux solaires», pique le libéral-radical.

Il rappelle en outre que le taux de chômage genevois, bien qu'étant le plus élevé du pays, est toutefois historiquement bas pour le canton. Un chiffre également à mettre en balance avec celui de l'endettement: «Genève est le canton le plus endetté de Suisse, y implanter une politique publique qui coûterait près de 6 milliards en dix ans n'est pas une bonne idée», poursuit le député. Son parti, ainsi que toutes les autres formations du centre et de droite, recommande de rejeter l'initiative. De même que feu le Conseil d'Etat à majorité de gauche, qui estime que sa mission «n'est pas de créer des emplois mais de veiller à favoriser l'adéquation entre les compétences des demandeurs d'emploi et les postes naturellement générés par l'économie».

Lire aussi: [Les Genevois appelés à se prononcer sur le droit à l'alimentation](#)